

Note de VoxPublic sur la situation en France / Mobilisation des « Gilets Jaunes »

(Texte écrit le 3 décembre)

1- Contexte

Depuis trois semaines, un mouvement de citoyen.ne.s français.e.s, dénommé les « Gilets Jaunes », s'est développé en France pour dénoncer la vie trop chère, l'injustice sociale et fiscale, et une colère à l'encontre du président français Macron jugé arrogant et irrespectueux. Ce mouvement s'est cristallisé via Facebook et une pétition sur le site change.org (plus d'un million de signatures) demandant au gouvernement de ne pas appliquer de nouvelles taxes sur le carburant et de développer des alternatives au tout voiture. Puis, le mouvement s'est organisé de manière décentralisée, via des dizaines de groupes Facebook, qui ont permis localement d'organiser des blocages des grands axes routiers ou de zones commerciales. Les premières actions ont eu lieu le 17 novembre et ont été particulièrement suivies dans des petites villes ou dans des zones rurales où vivent de nombreuses personnes dépendantes de la voiture –. Depuis le mouvement ne s'est pas arrêté, certains blocages sont maintenus (raffineries, péages d'autoroute, etc) et les deux autres grandes journées de mobilisation ont donné lieu à de nombreuses manifestations pacifiques, parfois injustement réprimées, mais aussi à des scènes de violence et d'émeutes urbaines qui ont culminé en intensité le samedi 1^{er} décembre sur Paris et dans d'autres villes de France. Malgré ces violences, le mouvement reste soutenu par une grande partie de la population : selon différents sondages, entre 70% et 80% des personnes interrogées considèrent ce mouvement « très justifié » ou « justifié ».

Le 27 novembre, [dans un discours](#), le président Macron a reconnu la colère légitime qui s'exprimait dans ce mouvement et a condamné les violences. Il a annoncé sa volonté d'organiser des concertations dans toutes les régions sur la manière de concilier justice sociale et transition énergétique. Mais il n'a indiqué aucune mesure concrète en lien avec les revendications exprimées par beaucoup de Gilets Jaunes : moratoire sur les nouvelles taxes, hausse du salaire minimum et du pouvoir d'achat. Nombre de revendications, même si le terme n'est pas utilisé directement, sont en faveur d'une réforme pour plus de justice fiscale et demande la remise en cause de décisions prises depuis le début du quinquennat : suppression de l'impôt sur la fortune, hausse des cotisations sociales pour les retraités... Après les manifestations du 1^{er} décembre, et ce débordement de violence inédit depuis 2005 et la révolte dans les banlieues populaires, le gouvernement prépare de nouvelles annonces qui seront sans doute faites avant samedi 8 décembre dans l'espoir de calmer la colère des manifestants.

Cette colère est donc née de manière très dispersée sans que les syndicats ou les partis politiques soient en mesure ni de l'anticiper ni de la canaliser. Certains Gilets Jaunes essaient de se structurer mais les porte-parole sont souvent remis en cause par d'autres qui les considèrent non légitimes et personne ne peut représenter ce mouvement hétéroclite. Vendredi 30 novembre, des « porte-parole » du mouvement ont refusé de se présenter au rendez-vous avec le 1^{er} ministre. Le parti d'extrême-droite (Rassemblement National – de Marine Le Pen), le parti de droite (Les Républicains) et le

parti de gauche (France insoumise), sont les plus actifs pour faire écho aux revendications des Gilets Jaunes et essaient de récupérer politiquement cette contestation sociale.

La situation est très tendue, mais pas chaotique. La France n'est pas en feu. Dans beaucoup de petites villes, le mouvement est déterminé mais pacifique. Les blocages sur les routes et autoroutes se passent, sauf quelques graves exceptions (comportement raciste, islamophobe), sans incidents notables. Mais, ce qui était au départ un mouvement contre une taxe sur les carburants, est devenu une vague de protestations contre les injustices fiscales et pour le droit à un niveau de vie décent. Si le gouvernement ne trouve pas de réponse appropriée, les violences pourraient se multiplier et s'en prendre, comme ce fut le cas le 1^{er} décembre, aux symboles de l'État (préfecture, monuments, centre des impôts...).

2- Eléments d'analyse

Le mouvement des Gilets jaunes révèle la difficulté de vivre de millions de personnes en France, qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, font des économies sur leur chauffage, ont du mal à aider leurs parents âgés ou leurs enfants en difficulté, ne peuvent plus s'offrir des moments de loisir. Ces personnes, qui ont des revenus bas, sont très sensibles au creusement des inégalités sociales qui se sont aggravées en France depuis 15 ans. Elles sont aussi touchées par la réduction des services publics dans les zones rurales et périphériques (hôpitaux, maternités, bureaux de Poste...). Les mesures prises pendant la première année de son quinquennat par Emmanuel Macron, avec l'appui de sa majorité parlementaire, ont été considérées comme des cadeaux fiscaux aux plus riches. Plusieurs mesures ont bénéficié aux salariés (baisse de certaines charges sociales) ou à des millions de Français (suppression de la taxe d'habitation), mais ces décisions ont eu un impact marginal pour les catégories basse et « moyenne-basse ». D'autres mesures ont fait baisser le revenu réel de millions de retraités, ou réduit les aides au logement pour les étudiants.

Cette crise confirme une autre dimension du « problème français » : la centralisation du pouvoir dans les mains du président de la République, et la tendance des dirigeants de l'exécutif, et de la technocratie, à ne pas considérer les corps intermédiaires - syndicats, associations – comme des interlocuteurs fiables, capables de faire le lien entre les aspirations des citoyens et les sphères du pouvoir exécutif et même législatif. Les organisations de la société civile sont méprisées par l'État qui les considère soit non représentatives, soit comme des contre-pouvoirs gênants. Si bien qu'en cas de crise comme celle révélée par les Gilets Jaunes, l'État, et le Président de la République, se retrouvent en première ligne. La crise actuelle est non seulement une crise sociale mais aussi une crise institutionnelle. La logique « démagogique » du mouvement est renforcée par l'absence de concessions de la part de l'exécutif. En revanche, et à ce stade, il n'existe pas de revendication clairement exprimée de transformation des institutions.

Depuis le 14 novembre, tout le débat public se focalise, légitimement sur les exigences de justice sociale exprimées par les Gilets Jaunes, qui symbolisent les classes « basse » et « moyenne-basse » de la société française. Subitement, ce qui était considéré comme les causes numéro 1 des problèmes en France, à savoir l'immigration, la perte de contrôle de l'État sur des banlieues populaires gangrenées par les trafics de drogue ou encore le risque terroriste et djihadiste, ne sont plus évoquées. Ces sujets n'ont bien sûr pas disparu, mais la crise actuelle pourrait permettre à la société française de relativiser ces problèmes, en comprenant que des millions de personnes pauvres sont affectées par les inégalités sociales quelles que soient leurs origines et leurs croyances. . Il est intéressant de voir que des collectifs citoyens qui se sont créés dans les banlieues populaires autour des questions des violences policières et des contrôles au faciès, ont décidé de relier leur combat à celui des Gilets Jaunes, considérant qu'au fond, toutes ces catégories de populations revendiquent la

même chose : plus de considération de la part de l'État, et surtout une revendication forte de dignité (revenu, emploi, logement, santé, égalité des chances dans l'éducation).

3- Une crise qui résonne avec les fondements de VoxPublic

C'est précisément ces questions qui ont motivé la création de VoxPublic. Dans notre texte fondateur, titré « Une société civile plus forte pour une société plus juste » daté de septembre 2015, nous écrivions déjà :

« La France s'installe dans une crise sociale, économique et politique profonde. Des millions de personnes en France ne peuvent jouir des droits que la République devrait leur garantir. L'extrême pauvreté (en particulier pour des millions de chômeurs) et les inégalités sociales s'aggravent. Les injustices sociales (accès à l'éducation, à la santé, à la culture...), pourtant pointées du doigt depuis longtemps, perdurent.

Les discriminations et le racisme demeurent une réalité quotidienne pour des millions de personnes à cause de leurs origines, de leur couleur de peau, de leur nom, de leur lieu de résidence, de leur religion, de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur handicap ou de leur âge.

La crise de confiance des citoyens à l'égard des partis politiques, de la haute technocratie, des décideurs politiques est profonde. Pour beaucoup de citoyens, l'État et de ses plus hauts représentants ne se comportent pas de façon exemplaire, pris dans des conflits d'intérêts et parfois dans des systèmes de corruption, et souvent déconnectés du quotidien de la majorité des citoyens ».

Dans le contexte actuel, à l'issue imprévisible, VoxPublic estime sa mission encore plus nécessaire. Pour assurer un dialogue sincère entre les citoyen.ne.s et les autorités de notre pays, nous sommes persuadés qu'il est essentiel de renforcer la capacité des citoyens qui s'organisent en associations ou en collectifs, de pouvoir faire entendre leur voix de manière stratégique. VoxPublic veut apporter son soutien aux personnes qui s'estiment victimes d'injustices sociales, qui craignent - pour elles-mêmes et leurs enfants - le déclassement social, qui s'estiment considérées comme des citoyens de seconde zone parce qu'elles sont pauvres ou juste au-dessus du seuil de pauvreté ou parce qu'elles sont perçues comme « arabes » ou « noirs » avant d'être considérées comme des citoyens français.

Nous ne savons pas dans quel contexte politique nous évoluerons dans un mois ou dans un an ou dans 3 ans. Dans tous les cas, nous estimons avoir une lecture assez précise de la réalité sociale de notre pays, et nous continuerons à partager avec vous nos réflexions.

Nous sommes à votre disposition si vous avez des commentaires ou des questions,

Le 3 décembre 2018

L'équipe VoxPublic

www.voxpublic.org

@voxpublic_